

Pacte du pouvoir de vivre : Faire vivre le dialogue social et sociétal dans les territoires

- Six mois après son lancement, le Pacte du pouvoir de vivre s'est solidement installé dans le paysage politique et médiatique. Il compte aujourd'hui 50 organisations.
- La dynamique territoriale est enclenchée. Le tour de France du pacte, lancé ces jours-ci, doit permettre de l'amplifier.

Né de l'expression de multiples malaises, le Pacte du pouvoir de vivre, lancé le 5 mars par 19 organisations, trace sa route. Celle d'un projet de société qui n'opposerait pas transition écologique et justice sociale, qui prendrait en compte les enjeux sociaux, environnementaux et économiques sans avoir à faire de choix. Au fil des mois, ses acteurs – qu'ils soient issus du monde syndical, associatif ou mutualiste – sont parvenus à « *instaurer un rapport de force face à un gouvernement qui peine à entendre et surtout à écouter la société civile organisée* », résume Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la CFDT.

pacte de pouvoir de vivre

À la fin août, un premier pas est franchi. Le Premier ministre reçoit les initiateurs du pacte venus présenter huit mesures d'urgence, parmi lesquelles on retrouve l'interdiction de la location de logements indignes et de passoires énergétiques, l'évaluation de l'impact de toute nouvelle loi sur les 10 % les plus pauvres ou la revalorisation des minima sociaux au même rythme que les revenus du travail. Sans y répondre in extenso, le gouvernement propose un calendrier de travail associant ministres et partenaires du pacte sur cinq grandes thématiques. « *La CFDT est présente dans chacune d'elles et pilote celle sur les Maisons France Services. Notre objectif, c'est de peser sur les choix du gouvernement et d'aboutir à des engagements* », poursuit Marylise Léon.

Une phase d'appropriation

Mais le national n'est pas tout. « *Plusieurs propositions, déclinables localement, s'adressent aux élus locaux et à tous les autres décideurs* », explique Frédéric Sève, secrétaire national coresponsable du dossier. Depuis quelques mois, les initiatives locales se multiplient, à tous les niveaux. Dans les territoires d'abord, où les partenaires échangent sur les axes les plus prompts à être portés collectivement. « *Dans les Hauts-de-France, nous souhaitons travailler sur la rénovation thermique, les territoires zéro chômeur de longue durée [la Région accueille l'un d'eux] ou sur la question des migrants, en mutualisant avec la Cimade notre réseau juridique* », développe Michel Crépin, secrétaire de l'Union régionale. Une rencontre est prévue le 24 octobre. En Occitanie, le pacte a fait naître de nouveaux modes de mobilisation opérationnelle quand il s'est agi de participer à des budgets participatifs au niveau de la localité de Montpellier. C'est dans l'optique d'amplifier cette dynamique que les organisations du pacte ont décidé l'organisation d'un tour de France du Pacte du pouvoir de vivre, dont plusieurs dates sont déjà programmées (*lire l'encadré ci-contre*). En ligne de mire : des rencontres avec des élus locaux, dans la perspective des élections municipales. « *C'est là l'occasion de renforcer l'expression et la participation de tous les citoyens, l'axe démocratique étant l'un des piliers du pacte* », rappelle Frédéric Sève.

Le dialogue social autrement

Sur les lieux de travail aussi, le pacte pourrait bien devenir un outil de dialogue social. Fin septembre, 460 salariés de Thales ont voté pour les propositions du pacte qu'ils souhaitaient voir portées par leurs représentants syndicaux. Les mesures retenues ont été intégrées au programme de la CFDT en vue des prochaines élections CSE et un groupe de travail (ouvert aux adhérents et aux non-adhérents) vient d'être constitué afin de réfléchir à la concrétisation des mesures dans l'entreprise. Chez Engie, la CFDT a identifié les marqueurs issus du pacte sur lesquels la direction se dit prête à travailler. Les salariés, associés au processus, sont actuellement consultés sur la meilleure manière de faire vivre ces marqueurs dans l'entreprise. *« Pour de nombreux militants, le pacte redonne du sens à leur engagement syndical, qui a souffert ces dernières années de l'absence de marges de manœuvre dans les entreprises, analyse Marylise Léon. Plus globalement, il est peut-être l'illustration du syndicalisme de transformation sociale que veulent incarner les militants. »*

À Rennes, la CFDT s'était fixé l'ambition de *« rassembler les acteurs de la société civile qui cherchent à décrypter les mouvements pour anticiper les réponses de progrès à apporter »* et invitait à élaborer une stratégie permettant de devenir les *« acteurs de la transformation sociale que nous voulons »*. Nous y sommes !

aballe@cfdt.fr

<http://www.youtube.com/watch/UU63TpEHfiI>
Infos pratiques

Dates du tour de France

- **27 novembre** : Liévin avec Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre), Yvan Ricordeau et Cécile Duflot (Oxfam France) ; Bordeaux avec Laurent Berger et Véronique Fayet (Secours catholique).
- **3 décembre** : Nancy avec Laurent Berger, Isabelle Bouyer (ATD Quart Monde) et Orlane François (Fage).
- **11 décembre 2019** : Nantes avec Thierry Beaudet (la Mutualité française) et Christophe Robert.
- **9 janvier 2020** : Dijon avec Laurent Berger et Christophe Robert.
- **28 janvier** : Lyon avec Nicolas Hulot (sous réserve).
- **6 février** : Aix-en-Provence avec Claire Hédon (ATD Quart Monde) et Frédéric Sève.